

Le combat hors la loi des "Koglweogo" pour la sécurité des Burkinabè

■ Créés pour lutter contre l'insécurité rampante, les groupes citoyens d'autodéfense sont de plus en plus nombreux dans le pays.

■ Immersion auprès de ces "Koglweogo" devenus aussi nécessaires que controversés.

Texte Valentine Van Vyve
Photos Olivier Papegnies
Envoyés spéciaux au Burkina Faso

Polé Compaoré est assis sous un toit de maniguers, les bras autour des genoux, les chevilles enchaînées, le regard rivé vers le sol, accroché aux cendres refroidies du feu autour duquel il a passé la nuit. Les Koglweogo, groupe d'autodéfense citoyen, l'ont arrêté avec son butin: un téléphone portable volé à un petit commerçant. Torse nu, il est lié par les pieds et les poings à un pieu de bois. "Je ne savais pas ce qui allait se passer", dira-t-il après coup. Après les coups. "On vient ici pour frapper!", crie avec excitation le responsable du lynchage. Quelques minutes plus tard, les cris de Polé couvrent les gifles de fouets pleuvant sur son dos. A chaque frappe – une dizaine – son corps se cabre, ses muscles se tendent, son visage se crispe. "On corrige bien pour qu'une personne mauvaise devienne bonne", justifie Zongo, l'un des wibés (soldat) de garde ce jour-là. "C'est comme une conversion", dit-il, visage d'ange, fusil de chasse en bandoulière et couteau noué autour de la cuisse. "Je ne recommencerai pas", murmure Polé.

Comme à chaque fois, la nouvelle d'une arrestation s'est répandue comme une traînée de poudre dans la ville de Léo. Apseto Ziba, mère de quatre enfants, est venue identifier le voleur et "voir la punition", qu'elle juge nécessaire pour éviter la récidive et pour éduquer les enfants. Fadilatou lui donne raison: "C'est la honte! Après ça, c'est sûr que l'on ne volera pas", commente l'adolescente, qui s'est arrêtée avec ses copines sur le chemin de l'école. Le propriétaire du téléphone, aussi, a assisté au triste spectacle. Un groupe de "sages" écoute sa version des faits. Polé est prié de lui présenter des excuses tout en lui restituant de manière cérémonielle le bien subtilisé.

Polé est une petite frappe, mais son histoire en résumé beaucoup d'autres, similaires ou plus sérieuses. Vols de bétail et de marchandises, braquages, coupeurs de routes, viols, exactions, commises par des réseaux de grand banditisme transfrontalier: voilà les maux qui gangrenaient la société burkinabè, terrorisant une population réduite au silence.

Les Koglweogo, ces "gardiens de la forêt" en langue Mooré, sont nés de la volonté de combattre cette "insécurité institutionnalisée", comme le raconte Aimé Béogo, proche des Koglweogo de Fada N'Gourma. Mouvement d'autodéfense, il est le fruit d'une initiative populaire aujourd'hui répandue sur presque tout le territoire à l'exception du Grand Ouest et des Cascades. "La violence avait atteint une

telle ampleur que l'on ne pouvait plus vivre. En nous volant, c'est nos familles qu'ils tuent", se souvient avec douleur Maïga. Pour protéger la sienne, cet éleveur de la région de l'Est dormait dans un arbre à l'écart de son foyer et proche de son cheptel. Dans un pays où 80% des personnes vivent de l'élevage et de l'agriculture, sécuriser ses biens est une question de survie. Sans bétail, sans récoltes, pas de moyens pour subvenir aux besoins en nourriture, à l'éducation des enfants, aux soins de santé.

Pallier les failles d'un système "injuste et corrompu"

Le constat est sans appel: l'Etat se montre incapable d'assurer la sécurité de l'ensemble de la population sur l'entièreté du territoire. "Le faible maillage des forces de l'ordre, 70% du territoire environ, a permis aux Koglweogo de prospérer", explique Ismaël Compaoré, journaliste et spécialiste de la problématique. S'il existe depuis une trentaine d'années, le phénomène a pris depuis 2015 une ampleur sans précédent, profitant du vide laissé par les troubles socio-politiques ayant vu Blaise Compaoré chassé

du pouvoir par l'insurrection populaire mais aussi à la suite du coup d'Etat manqué de 2015.

On estime qu'il y a aujourd'hui à peu près 4 400 groupes à travers le pays (chacun compte au moins 21 membres), issus de toutes les couches sociales. "Ils sont présents dans tous les villages et sont plus nombreux que les membres des forces de l'ordre", assure Nama Baoui, membre de l'Assemblée nationale et maire de la localité de Sapouy (Centre-Ouest).

Outre le manque de moyens humains et financiers des forces de l'ordre, c'est tout l'appareil répressif et judiciaire qu'une grande partie de la population juge lent, coûteux et défectueux et qui les a "forcés à prendre leurs responsabilités". Les Koglweogo sont ainsi le résultat de la corruption et de l'injustice, clament leurs partisans. Alors que les victimes n'obtiennent pas réparation, les "malfrats sont relâchés et recommencent comme si de rien était", dénonce parmi tant d'autres Nicolas, membre d'un groupe de la capitale. "Le système avantage les voleurs. Pourquoi auraient-ils des droits dont la victime est dépourvue? Personne n'a le droit de détruire le bon-

heur de l'autre", défend-il, rendant compte d'une vision manichéenne de la société souvent entendue: d'un côté les malfrats, qui ne devraient jouir d'aucun droit, de l'autre les gens honnêtes.

Séquestration, torture, extorsion de fonds

"On assiste au tribunal populaire avant le jugement judiciaire", commente Aimé Béogo. Les procédures de jugement expéditif mises en place par ces groupes d'autodéfense citoyens assurent une indemnisation rapide des victimes et participent à leur popularité. Baha insiste: "Tu dois rendre ce que tu as

volé. Sinon, qui y perd? La victime, qui a travaillé honnêtement."

Ismaël Gnaon, magistrat de la juridiction de Fada N'Gourma, l'admet sans détour: depuis l'arrivée des Koglweogo, la criminalité a "drastiquement diminué". Si les statistiques sont incomplètes, un document de la police nationale transmis au ministre de l'Intérieur faisant le point sur ses activités de lutte contre l'insécurité et le grand banditisme entre 2015 et 2016 confirme cette observation. Les attaques à main armée enregistrées sont ainsi passées de 1 034 à 461.

"Les Koglweogo sont diaboliquement efficaces. Personne ne peut le nier. Mais la fin justifie-t-elle tous les moyens?", interroge Ismaël Gnaon avant de donner lui-même la réponse: "Si l'on appliquait les mêmes méthodes qu'eux, on serait tout aussi efficace." La sécurité des biens et des personnes doit rester une matière régaliennne; le dispositif pénal, l'affaire de la justice, dit-il en substance. Or, les Koglweogo se font policiers, juges et bourreaux; ils arrêtent, jugent, condamnent et se substituent de ce fait aux autorités compétentes. Sur-tout, certaines de leurs pratiques contreviennent au respect des droits humains. "Quand ils parlent d'arrestation et de détention, ils se rendent en réalité coupables de séquestration; 'chicotage', 'correction', ces sévices corporels pour obtenir des aveux ou en guise de punition sont des actes de torture; les amendes infligées par certains groupes sont des faits d'extorsion de fonds", résume-t-il.

En 2015, le syndicat dont il fait partie avait déjà tiré la sonnette d'alarme, appelant à la suppression d'un mouvement n'ayant "aucun fondement légal". Dans la population aussi, des voix se lèvent contre ces méthodes. "Le minimum, ce sont les droits humains. Pourquoi frapper presque jusqu'à tuer?", lance Dicko, jeune éleveur rencontré dans la ferveur du marché au bétail de Fada N'Gourma.

Malgré les dérives constatées, selon les statistiques fournies par le Centre pour la gouvernance démocratique du Burkina, deux tiers des Burkinabés se disent plutôt satisfaits de l'action des Koglweogo contre 28% d'insatisfaits. Le soutien est plus fort encore dans les

zones rurales et semi-urbaines, et cette tendance s'accroît en fonction des régions. Il est cependant fortement contesté à l'ouest, théâtre d'affrontements violents entre pro et anti-Koglweogo. Ces derniers défendent leur particularisme culturel en supportant les chasseurs Dozos qui y assument des fonctions similaires.

Cela étant dit, le mouvement jouit d'une popularité telle que, dans certaines localités, "tout le monde est agent des Koglweogo", concède le maire de Sapouy. "Le réseau formé au sein de la population est notre force", souligne d'ailleurs Django, chef des Koglweogo de la Région de l'Est. Sedogo Hamadou, propriétaire d'une quincaillerie dans la ville de Boulsa (Centre-Nord), le répète à l'envi: "Tous les commerçants vous le diront: nous les soutiendrons jusqu'à la mort." Si la population est utile pour faire remonter les informations, son soutien financier est indispensable au fonctionnement des groupes d'autodéfense qui, par ailleurs, s'auto-financent.

Des droits humains universels ?

"Les lois et les droits humains, on ne connaît pas trop. Frapper, il paraît que

ça ne va pas", assume Moussa Ouédraogo, représentant des commerçants de Pouytenga (Centre-Est). Le manque d'éducation est évoqué pour expliquer tant les enfreintes aux droits humains qu'un soutien souvent indéfectible au mouvement. Mais ce n'est pas l'unique raison. Revient systématiquement la critique de lois et de droits importés par le colon, niant les spécificités propres à la société africaine, s'y appliquant sans égard à son histoire, sa culture, sa mentalité. "On ne peut pas transposer un système dans un autre environnement sans considérer les caractéristiques endogènes à cette société", commente un jeune diplômé en science politique.

Le mouvement, enraciné dans la tradition, en a repris certaines pratiques. "Si l'on suit à la lettre ce que dit la loi, cela ne fonctionne pas", observe Moussa Ouédraogo, rejoint par Philippe, venu assister au jugement de deux frères qu'il accuse de voler ses légumes. "Je n'en suis pas fier. J'aurais préféré m'en remettre à la justice moderne et respecter les droits universels. Mais ils ne s'appliquent pas à la réalité du Burkina. Les lois ne sont pas dissuasives", explique le jeune homme. Le chef coutumier de Po abonde: "Quand un éleveur se fait voler une vache qui représente tout son patrimoine, en quoi les droits de l'homme lui sont-ils utiles? Nos institutions, un

résidu du système colonial, ne sont pas fonctionnelles. Justice moderne, liberté, droits de l'homme? Nous voulons faire en sorte qu'un voleur ne vole plus. Et si ça demande de lui retirer une partie de sa dignité, nous n'avons aucun problème. Nous défendons les intérêts de la population coûte que coûte."

Tel était le cas encore il y a quelques mois. Mais "sous la pression populaire et politique, les Koglweogo ont atténué les sévices corporels", observe Aimé Béogo. "On les utilisait beaucoup au début, pour montrer notre force. Mais on a dû diminuer. On ne porte d'ailleurs plus ostensiblement nos armes ni nos costumes", commente Sayouba, membre fondateur de l'association de Boulsa.

Sans éluder les questions liées à l'ascension sociale que permet l'adhésion à un tel mouvement, les membres Koglweogo continuent de poursuivre un idéal de justice et de sécurité. "Les Koglweogo disparaîtront le jour où il n'y aura plus de voleur", déclare Nadbanka, chef charismatique de l'association de la province du Namentenga. Fort du soutien populaire, le président de celle de Sapouy prévient: "Celui qui veut éliminer les Koglweogo devra tuer la population."

De paria à partenaire de l'appareil sécuritaire

Malgré la défiance qui régit les rapports entre les groupes d'autodéfense et les forces de l'ordre, Django, chef des Koglweogo de la région de l'Est, et ses "défenseurs de la cité" l'assurent: la collaboration existe. Certes, les Koglweogo ne remettent pas systématiquement les personnes arrêtées à la police, mais ils tentent de travailler main dans la main... en cas d'absolue nécessité. L'association de l'Est "Protégeons la cité", à présent officiellement reconnue, en atteste noir sur blanc dans ses statuts. Cette collaboration est beaucoup moins vraie ailleurs. S'ils qualifient les relations de "bonnes", les Koglweogo de Boulsa, Pouytenga, Léo, Sapouy, Po, Ouagadougou et leur périphérie ne collaborent qu'avec réticence avec les forces de l'ordre. "La perception de la justice et de la gestion de la sécurité est fondamentalement différente", justifie un chef coutumier de Po.

Partage historique de la sécurité

"Si seul l'Etat de droit était légitime en termes de sécurité, je danserais sur ma tombe!", s'exclame un habitant de Ouagadougou. L'histoire montre d'ailleurs que les autorités n'ont pas toujours été les seules garantes de la sécurité au "Pays des hommes intègres". Le champ de la sécurité n'a "jamais été le monopole de l'Etat et des parties de la population se sont toujours senties légitimes à y prendre part", explique Tanguy Quiddeleur, docteur à l'université de Paris Nanterre. Les autorités se sont en effet régulièrement employées à

en déléguer certains pans, en créant elles-mêmes des structures à cet effet ou en tolérant celles existantes. Via l'article 71 de son Code pénal, la "police de proximité" ou les récentes "initiatives citoyennes de défense", les autorités incitent à la participation citoyenne. Mais les Koglweogo, s'ils s'inscrivent dans une certaine continuité historique, sont réticents à rentrer dans le rang, craignant "sous les ordres des autorités, de perdre leur pouvoir d'initiative et de décision", analyse Aimé Béogo, un observateur avisé.

La carotte et le bâton

En trois ans d'une fulgurante ascension, les Koglweogo sont passés du statut de paria à celui de partenaire, indispensables dans la lutte contre le banditisme mais aussi contre le terrorisme. Le pays est en effet situé dans une région instable et est confronté à la montée de l'extrémisme religieux, illustré par les attentats perpétrés à Ouagadougou en 2016 et en 2017. "Ils sont légitimes dès lors que l'Etat a failli à assurer la sécurité de la population. Se pose en revanche encore la question de leur légalité", analyse Ismaël Compaoré, journaliste burkinabè. Les dirigeants politiques se voient obligés de manier la carotte et le bâton. "Il ne faut pas jeter la pierre aux populations qui ont trouvé des solutions aux problèmes de sécurité", déclarait de son côté Simon Compaoré. Alors ministre de la Sécurité, il répétait la nécessité de "comprendre le phénomène afin de répondre aux besoins du tréfonds des populations et des exigences de l'Etat de droit".

La mesure est de rigueur d'autant plus que ces groupes sont devenus un véritable enjeu électoral: se mettre à dos les Koglweogo est un suicide politique alors que les avoir de son côté constitue un atout indéniable. Lookmann Sawadogo, président de l'Observatoire de la démocratie et des droits de l'homme, dénonce la "caution politique de l'Etat à l'action de ces groupes" qui, dès lors, "ont le champ libre". Le député de la majorité Nama Baoui admet qu'ils sont devenus un "incontournable maillon de la chaîne de sécurité". A tel point que plusieurs leaders koglweogo ont récemment participé au sommet national sur la sécurité. Si les parties se sont réjouies de ce pas vers l'apaisement, en coulisses, une source admet que ce fut un fiasco, ne débouchant sur aucun engagement précis et laissant un vide législatif dont profitent les Koglweogo.

"Je suis préoccupé. Même si l'emprise des Koglweogo a diminué ces derniers mois, je crains qu'ils évoluent vers un mouvement difficilement maîtrisable", s'inquiète Ismaël Gnaon, magistrat de la juridiction de Fada N'gourma. D'autant plus qu'il continue de grandir et se structure à l'échelle nationale. Les Koglweogo tissent leur toile, s'appuyant sur le réseau étendu de la chefferie coutumière et sur la légitimité que ces autorités morales leur confèrent en endossant leur action. S'il semble rassurant pour les autorités de voir les Koglweogo se constituer en association, leurs ambitions pourraient au contraire s'y développer, drapées dans le voile de la légalité. Et si ce mouvement décidait de se profiler comme alternative politique, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, il pourrait "faire vaciller les structures de l'Etat de droit", prévient certains observateurs.

V.V.Vy.